



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

**Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2024/ICPE/398  
Laiterie du Val d'Ancenis à Ancenis-Saint-Géréon**

**LE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2005 ICPE 340, en date du 12 décembre 2005, autorisant la société LAITERIE DU VAL D'ANCENIS à exploiter une laiterie à Ancenis-Saint-Géréon et notamment son article 25.1.2 qui stipule que « Pour les stockages de récipients de capacité unitaire supérieure à 800 litres, la capacité de rétention est dans tous les cas de 800 litres minimum ou au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés »;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement, établi suite à l'inspection du 11 octobre 2024 et transmis à l'exploitant par courrier en date du 13 novembre 2024, ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier du 27 novembre 2024 ;

**CONSIDERANT** que les capacités de rétentions des cuves d'acide et de soude « T45 » ne sont que de 52 % ;

**CONSIDERANT** que, face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LAITERIE DU VAL D'ANCENIS de respecter les dispositions de l'article 25.1.2 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Sur** proposition du secrétaire général par intérim de la préfecture de Loire-Atlantique ,

**ARRETE**

**Article 1**

La société LAITERIE DU VAL D'ANCENIS, sise ZI de l'Hermitage sur la commune de Ancenis-Saint-Géréon, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 9 mois, les dispositions fixées à l'article 25.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12/12/2005.

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, un plan d'actions correctives.

**Article 2. Dispositions administratives**

**2.1. Sanctions**

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L. 171-8 et suivants du code de l'environnement.

## **2.2. Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet, par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministère chargé de l'environnement (246 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai du recours gracieux ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Île Gloriette, 44041 Nantes Cedex), soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **2.3. Publicité et diffusion de l'arrêté**

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique et sur le site : [<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees#/>](https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees#/) une copie sera adressée au maire de la commune d'Ancenis-Saint-Géréon.

## **Article 3. Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique par intérim, le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Ancenis, le maire d'Ancenis-Saint-Géréon, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Châteaubriant, le 27 décembre 2024**

Le PRÉFET,  
Pour le Préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis

  
Marc MAKHLOUF